

**Convention collective**

IDCC : 9091. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES**  
**(ARIÈGE)**  
**(18 juin 1979)**

(Etendue par arrêté du 14 novembre 1979,  
*Journal officiel* du 14 décembre 1979)

**AVENANT N° 81 DU 21 NOVEMBRE 2007**

NOR : *AGRS0897135M*  
IDCC : *9091*

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ;

La fédération départementale des CUMA ;

Le syndicat des entrepreneurs de services agricoles, forestiers et ruraux,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats CFDT ;

L'union départementale des syndicats CGT-FO ;

L'union départementale CFE-CGC ;

L'union départementale CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 36 « Repos hebdomadaire » est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 36

*Repos hebdomadaire*

*a) Le repos dominical*

Chaque semaine le salarié a droit à un repos à prendre le dimanche d'une durée minimale de 24 heures consécutives.

A ces 24 heures consécutives de repos hebdomadaire, il doit être ajouté les heures consécutives de repos quotidien prévu à l'article L. 714-5 du code rural.

#### b) Dérogation au repos dominical

Dans les conditions fixées par l'article L. 714-1 du code rural, il peut être dérogé au repos dominical lorsque le travail du dimanche est indispensable au fonctionnement de l'entreprise ; le repos hebdomadaire peut être donné pour tout ou partie du personnel, soit toute l'année, soit à certaines époques de l'année seulement, suivant l'une des modalités ci-après :

- un autre jour que le dimanche sous réserve que le jour de repos tombe le dimanche au moins une fois sur quatre ;
- 1/2 journée le dimanche avec un repos compensateur de 1 journée par roulement et par quinzaine ;
- par roulement à condition que le jour de repos tombe le dimanche au moins 2 fois par mois.

Si, dans l'année civile, plus de 26 dimanches sont travaillés, alors, le travail de l'ensemble des dimanches ouvre droit :

- soit à rémunération des heures effectuées au taux majoré de 50 % du salaire horaire de base correspondant au coefficient de l'emploi, ce, sans cumul avec d'éventuelles majorations pour heures supplémentaires ;
- soit à un repos supplémentaire d'une durée égale à 50 % du total des heures travaillées ces jours-là.

#### c) Suspension du repos hebdomadaire

Le repos hebdomadaire peut être suspendu 6 fois au maximum par an en cas de circonstances exceptionnelles, sous réserve que les intéressés bénéficient d'un repos d'une durée égale au repos supprimé. L'inspecteur du travail devra en être informé. Cette information porte notamment sur les circonstances, date et durée de cette suspension, les salariés concernés et la date de récupération sous forme de repos compensateur.

Par ailleurs, dans ce cas, le travail du dimanche donne lieu à une majoration de 50 % du salaire horaire de base correspondant au coefficient de l'emploi ou à une récupération de l'horaire majoré de 50 %.

#### d) Le repos quotidien

Tout salarié bénéficie d'un repos quotidien d'une durée minimale de 11 heures consécutives. Il peut être dérogé à cette règle conformément aux dispositions des articles D. 714-16 et suivants du code rural, à condition que des périodes au moins équivalentes de repos soient accordées aux salariés concernés. »

## Article 2

L'article 49 « Jours fériés » est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 49

*Jours fériés*

#### a) Les jours fériés légaux :

- 1<sup>er</sup> janvier ;
- lundi de Pâques ;
- 1<sup>er</sup> Mai ;

- 8 Mai ;
- l'Ascension ;
- lundi de Pentecôte ;
- 14 Juillet ;
- 15 août ;
- Toussaint ;
- 11 Novembre ;
- Noël ;
- lundi de la fête patronale de la commune.

b) Travail effectué un jour férié

Le travail du 1<sup>er</sup> Mai sera rémunéré conformément à l'article L. 222-7 du code du travail (les salariés ont droit en plus de leur salaire à une indemnité égale au montant de ce salaire).

Les heures de travail exceptionnellement effectuées un jour férié autre que le 1<sup>er</sup> Mai donnent lieu à une majoration de 50 % du salaire horaire de base correspondant au coefficient de l'emploi ou à une récupération de l'horaire majoré de 50 %, sans cumul avec les majorations pour heures supplémentaires.

c) Absences rémunérées

Le présent article recense les absences au titre desquelles la rémunération est maintenue par l'employeur :

- jour férié légal ;
- jour de congé payé ;
- repos compensateur de remplacement des heures supplémentaires ;
- repos compensateur annuel ;
- examen de la médecine du travail ;
- examen médical de grossesse ;
- jour au cours duquel s'est produit un accident du travail ;
- formation décidée par l'employeur ;
- heures de délégation des délégués syndicaux d'entreprise, des délégués du personnel et des membres du comité d'entreprise ;
- exercice de la mission de conseiller du salarié ;
- participation à une instance prévue à l'article L. 992-8 du code du travail ;
- participation aux élections de conseillers prud'homaux, de membre de chambre d'agriculture ou d'administrateur de caisse de mutualité sociale agricole ;
- exercice d'un mandat de représentant des salariés dans un comité des activités sociales et culturelles visé à l'article 1000-7 du code rural, dans un observatoire de l'emploi salarié en agriculture visé à l'article 1000-8 du code rural, ou dans une commission paritaire d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en agriculture visée à l'article L. 231-2-1 du code du travail ;
- participation à une formation dans le cadre du congé individuel de formation (accord national du 24 mai 1983) ;
- participation à une instance paritaire du FAFSEA, à une commission paritaire de l'emploi, à une association paritaire pour l'emploi et la formation (accord national du 2 octobre 1984) ;

- participation à une commission paritaire ou à une commission mixte de négociation collective et, le cas échéant, à une réunion de préparation ou de suivi (accord national du 21 janvier 1992). »

### **Article 3**

Les parties signataires décident de l'application de l'avenant à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2007 et demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Foix, le 21 novembre 2007.

(Suivent les signatures.)